Extrait du El Correo

http://www.elcorreo.eu.org/Les-Etats-Unis-d-Amerique-un-Etat-violent-avec-permis-de-tuer

Les États-Unis d'Amérique, un État violent, avec permis de tuer.

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : samedi 20 juin 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Aucun pays dans l'histoire de l'humanité n'a été responsable d'autant d'agressions, directes ou indirectes, contre d'autres nations.

En réaction au massacre perpétré mercredi dernier dans une église de Charleston, Caroline du Sud, le président US Barack Obama a à nouveau abordé l'un des sujets non résolus par son administration : la nécessité de régler la vente d'armes dans son pays, où chaque jour plus de 80 personnes meurent par coups de feu. Le président a déclaré qu'il s'était exprimé sur ce problème « trop de fois » et a regretté que des innocents meurent parce que quelqu'un ayant l'intention de faire du mal a eu un accès facile à un pistolet ou à un fusil mitrailleur.

Bien que les assassinats par armes à feu soient lamentablement courants aux États-Unis d'Amérique, le massacre commis contre l'*Église Africaine Méthodiste Episcopal Emanuel* a eu la singularité grave d'être un indubitable crime de haine, perpétré par un blanc contre une congrégation religieuse afro-étasunienne et avec la ferme intention d'agresser les membres de cette minorité. Dans une année marquée par des manifestations massives contre les homicides de jeunes noirs des mains de policiers blancs, le crime due mercredi peut être un signe de renforcement de vieilles idéologies de haine, enfouies sous la correction politique, mais jamais éradiquées de la mentalité de beaucoup de membres de la majorité anglo-saxonne dans ce pays.

Le fait est que, causées par des motivations différentes, ces massacres se répètent périodiquement dans des écoles maternelles, des églises, des centres commerciaux, des universités et même des installations militaires des États-Unis d'Amérique. Devant cette réalité, Obama a prié instamment ses concitoyens de réfléchir à pourquoi cette violence massive n'arrive pas avec une fréquence si alarmante dans d'autres pays développés. Cette interrogation évoque et actualise celle exprimée par son prédécesseur à sa place, George W. Bush, après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 : « *Pourquoi le monde déteste-t-il tant les États-Unis d'Amérique ?* » Dans le fond, la question formulée par le politique démocrate est pourquoi les étasuniens se détestent-ils tant eux même.

Il y a une réponse qu'Obama et Bush, ainsi que la classe politico-patronale et de vastes secteurs de la société étasunienne, se refusent à reconnaître : la superpuissance est structurellement un État violent, où l'usage de la force comme mécanisme de résolution des différences est pris comme exemple par tous les citoyens.

Aucun pays dans l'histoire humaine n'a été responsable d'autant d'agressions, directes ou indirectes, contre d'autres nations : des invasions militaires, des bombardements, des occupations, du parrainage d'actes terroristes, des sabotages, des blocus, des déstabilisations, des assassinats ciblés et des séquestrations extrajudiciaires. Toute cette panoplie fait partie des méthodes avec lesquelles les Etats-Unis d'Amérique ont imposé leurs intérêts dans des dizaines de nations d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique y compris le Mexique et à plusieurs occasions.

La barbarie de guerre vers l'extérieur a une corrélation domestique dans l'usage démesuré, abusif et impuni de la violence de la part de l'État envers les citoyens et les collectivités. Si dans une nation démocratique le recours à la violence légitime doit se comprendre comme une pratique exceptionnelle et extrême de gouvernement, les instances fédérales de pouvoir étatiques et municipales du pays voisin (NDT texte écrit depuis le Mexique) l'ont transformée en quelque chose de courant, quotidien et jusqu'à la norme, et cela va depuis l'épidémie d'homicides policiers déjà mentionnée, jusqu'à la criminalisation de secteurs complets de la population, comme le démontre clairement le pourcentage disproportionné d'inculpations et d'emprisonnement de noirs et de Latinos.

Dans ce contexte, n'est pas surprenante la course aux armements citoyenne effrénée et même paranoïaque : un tel phénomène reflète le sentiment des larges secteurs sur la légitimité supposée des méthodes violentes. Cela

Copyright © El Correo

explique que les armureries enregistrées reçoivent annuellement, en moyenne, plus de 16 millions de demandes d'achat d'armes à feu.

Paradoxalement, les institutions du gouvernement se montrent beaucoup plus préoccupées de combattre le terrorisme externe que de mettre un frein à l'acquisition insatiable, sur leur propre territoire, des engins faits pour tuer, bien que les étasuniens ont une possibilité entre 22 000 d'être assassinés par un compatriote avec une arme à feu et seulement une sur 3.5 millions d'être victimes d'une attaque terroriste.

Face à la plus récente tragédie, Obama a abordé le problème de la course aux armements d'une façon routinière et formaliste. Bien que son signalement soit par essence politiquement correct, il manque de crédibilité parce qu'il le formule dans la dernière partie de son mandat, avec un Congrès défavorable et une capacité de mobilisation érodée et déclinante.

Titre original : « **EU, un Estado violento**. »

La Jornada. Mexique, le 20 juin 2015.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo*par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo. Paris, le 20 juin 2015.

[Contrat Creative Commons]
Cette création par **http://www.elcorreo.eu.org** est mise à disposition selon les termes de la **licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported**. Basée sur une oeuvre de **www.elcorreo.eu.org**.